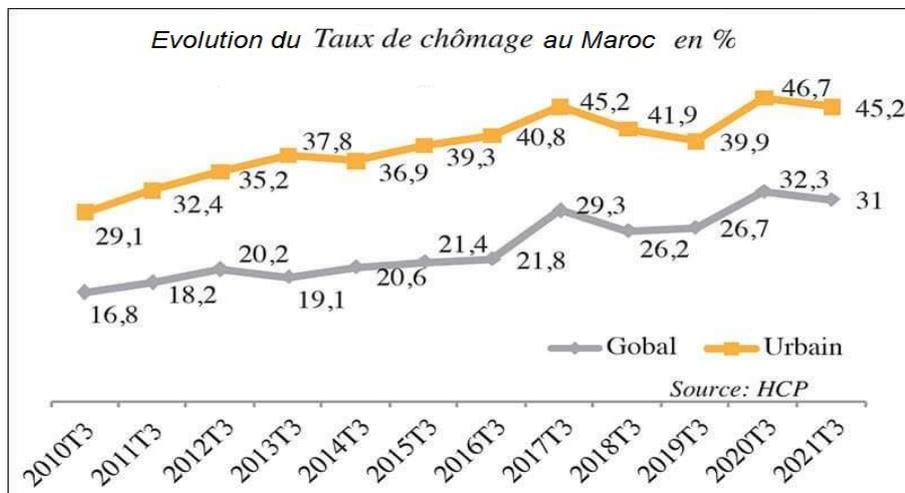


Des solutions répressives face aux crises économiques et sociales en Afrique du Nord

Par Abdesselam Adib

Les crises économiques et politiques s'aggravent localement et à travers le monde en raison des répercussions de la crise de l'effondrement du taux de profit capitaliste et des politiques fascistes de droite imposées pour la contourner, que ce soit par des coups d'état qui se produisent, comme cela s'est produit récemment en Egypte, en Tunisie ou au Soudan, ou en imposant une hégémonie politique autoritaire de l'extrême droite comme c'est le cas au Maroc et en Algérie, où se déchaînent des vagues d'inflation volontaire qui frappent en profondeur le pouvoir d'achat de la classe ouvrière avec le démantèlement continu des services publics, qui conduit à davantage de pillages de plus-value en compensation partielle de l'énorme endettement, auquel on a eu recours sous prétexte de faire face à la crise sanitaire du Covid 19.

Dans ce contexte, la situation sociale au Maroc et dans le reste des pays d'Afrique du Nord est en effervescence, à cause des luttes ouvrières et de protestations populaires sur des questions sociales telles que les revendications de l'inclusion dans la fonction publique des enseignants qui sont contraints de contracter au Maroc, et face à l'expropriation des terres des paysans pauvres dans de nombreuses zones rurales. Avec des voix croissantes des masses réclamant le droit à l'éducation et à la santé dans de nombreuses zones marginalisées. Des protestations de nombreux travailleurs qui ont été arbitrairement licenciés de leur travail ou à la suite de la fermeture de nombreuses entreprises continuent. Selon la Direction des statistiques, le nombre d'entreprises qui ont cessé de fonctionner au cours de l'année 2021 a atteint environ 19 000, tandis qu'environ 581 000 travailleurs ont perdu leur emploi.



Tout cela se produit à la lumière d'une vague de hausse des prix due aux augmentations massives et successives des prix des produits de consommation de base et du carburant, et à la lumière de l'adoption continue des mêmes politiques ultra-libérales sauvages qui aggravent l'impact de la crise des répercussions de la pandémie de Corona sur les conditions économiques et sociales de la classe ouvrière. Des milliers de citoyens ont manifesté dans de nombreuses régions et villes du Maroc pour protester contre l'imposition du soi-disant permis de vaccination, contrairement à l'affirmation officielle selon laquelle le vaccin est facultatif.

En l'absence totale de réponse politique des trois partis de gouvernement bourgeois récemment installés sur la manière de gérer la crise économique et sociale, nous les voyons persister dans des politiques répressives sans précédent contre le droit de manifester, et de liberté

d'expression, réprimant partout les mouvements de protestation, en arrêtant et en poursuivant des militants, des militants des médias sociaux et des journalistes, et en restreignant les forces qui combattent et s'opposent aux politiques adoptées et en arrêtant un certain nombre de militants de mouvements sociaux et de groupes de chômeurs diplômés dans nombre de villes.

Au vu de ces conditions, il règne un climat d'anticipation sur ce qui peut résulter des tensions croissantes aux frontières maroco-algériennes et de la course des deux pays à plus d'armements et d'accusations mutuelles. Toute guerre qui pourrait se déclencher entre les deux pays dans le but de régler leurs crises internes par les deux régimes, serait-elle une catastrophe pour les peuples marocain et algérien, et elle aurait un impact négatif direct sur les conditions déjà tragiques de la classe ouvrière dans les deux pays.